

Je remercie la présidence égyptienne de la COP27 pour son accueil et l'occasion qui nous est donnée de porter la voix de notre **région insulaire vulnérable par nature mais ambitieuse par choix.**

La Commission de l'océan Indien est la **seule organisation régionale d'Afrique spécifiquement insulaire.** A la voix de nos Etats membres du Sud-Ouest de l'océan Indien s'ajoutent celle des îles africaines de l'Atlantique. Nous faisons face aux mêmes risques. Nous vivons, comme nos frères et sœurs de la Caraïbe et du Pacifique, la bande-annonce des cataclysmes qui s'annoncent partout dans le monde.

L'humanité a imposé au système-Terre une nouvelle ère, l'Anthropocène, dont la caractéristique première est celle des **disruptions majeures et des risques systémiques.** Ce qui est en jeu, c'est notre propre devenir.

Or, jusque-là, les promesses pour s'adapter sont insuffisantes ; les engagements pour accompagner nos efforts et nos actions sont insuffisants ; les moyens pour nous permettre d'être résilient sont insuffisants. Et à ces **insuffisances s'ajoutent un sentiment d'iniquité.**

Nos îles d'Afrique subissent les **dommages des dérèglements climatiques dont elles ne sont pas responsables.** Les coûts humains, financiers, matériels sont concrets et les risques de pertes et dommages sont évalués à plus de 17 milliards de dollars pour la seule région du Sud-Ouest de l'océan Indien sur les vingt dernières années.

La COI, en tant qu'organisation régionale de solidarité et de proximité résolue dans l'action régionale face au défi climatique, plaide pour une **mise en œuvre accélérée des engagements de Glasgow, notamment pour le doublement du**

financement d'adaptation d'ici 2025 comparativement aux niveaux de 2019. La prévisibilité et la disponibilité des ressources d'adaptation et d'atténuation sont essentielles mais **l'accessibilité est primordiale** : nous plaidons pour un **accès facilité aux financements climatiques pour les îles en développement** et les Etats vulnérables d'Afrique. Cet accès facilité ne doit pas être conditionné par le revenu par tête d'habitant qui exclurait des îles à revenus élevé ou intermédiaire tranche supérieure. Ce qui doit être pris en compte, c'est l'indice de vulnérabilité des territoires au effets du changement climatique et aux chocs externes ainsi que la capacité réelle de relèvement post-catastrophe. Cet accès facilité est aussi une question de **justice climatique**.

La COI appelle également à l'opérationnalisation du réseau de Santiago et pour un mécanisme de financement des **pertes et dommages, avec un fonds dédié**. Ce serait un résultat important de la COP27.

Le financement climatique est clé. **La science, la technologie, la formation, l'éducation, la sensibilisation sont d'autres clés qui ouvrent le champ des possibles pour relever le défi climatique**. En plus des financements donc, nous appelons à un juste transfert des connaissances, des technologies et aussi à des formations permettant de créer un bassin de compétences innovantes et bâtir la résilience de nos îles, avec nos forces et les soutiens de la communauté internationale.

**Statement by Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secretary General of the Indian Ocean Commission |
16 Nov. 2022 – COP 27, Egypt | English version**

I would like to thank the Egyptian Presidency of COP27 for hosting us and giving us the opportunity to speak for our island region, which is vulnerable by nature but ambitious by choice.

The Indian Ocean Commission is the only regional organisation in Africa only comprised of Island States. The voice of our member states in the Southwest Indian Ocean is joined by that of the African islands in the Atlantic. We face the same risks. Like our brothers and sisters in the Caribbean and the Pacific, we are living through the foretelling of the cataclysms that are looming all over the world.

Humanity has imposed on the Earth system a new era, the Anthropocene, whose primary characteristic is that of major disruptions and systemic risks. What is at stake is our own future.

So far, the promises to adapt are insufficient; the commitments to accompany our efforts and actions are insufficient; the means to enable us to be resilient are insufficient. And on top of these inadequacies, there is a sense of inequity.

Our African islands are suffering the damage of climate disruption for which they are not responsible. The human, financial and material costs are real, and the risks of loss and damage are estimated at more than 17 billion dollars for the Southwest Indian Ocean region alone over the last twenty years.

The IOC, as a regional organisation of solidarity and proximity committed to regional action in the face of the climate challenge, advocates for an accelerated implementation of the Glasgow commitments, for the doubling of adaptation funding by 2025 compared to 2019 levels. Predictability and availability of adaptation and mitigation resources are essential, but accessibility is paramount: we advocate for easier access to climate finance for developing islands and vulnerable states in Africa. This facilitated access should not be conditioned by per capita income, which would exclude high-income and upper-middle income islands. What should be considered is the vulnerability index of the territories to the effects of climate change and external shocks as well as the real capacity for post-disaster recovery. This facilitated access is also a question of climate justice.

The IOC also calls for the operationalisation of the Santiago network and for a mechanism to finance loss and damage, with a dedicated fund. This would be an important outcome of COP27.

Climate finance is key. Science, technology, training, education, and awareness-raising are other keys that open the field of possibilities for meeting the climate challenge. In addition to funding, we call for a fair transfer of knowledge, technology, and training to create a pool of innovative skills and build the resilience of our islands, with our strengths and the support of the international community.